

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2017/13522]

**22 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif à la redistribution d'articles budgétaires du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2017**

LE GOUVERNEMENT FLAMAND,

Vu le décret du 8 juillet 2011 réglant le budget, la comptabilité, l'attribution de subventions et le contrôle de leur utilisation, et le contrôle par la Cour des Comptes ;

Vu le décret du 23 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2017, l'article 68 ;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 18 septembre 2017 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits inscrits aux articles budgétaires du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2017, sont redistribués conformément au tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)

article budgétaire	allocation de base	type de crédit	de		vers	
			CE	CL	CE	CL
FD0-1FBE2ZZ-PR	FD0 1FB201 0100	CE	127			
FD0-1FBE2ZZ-PR	FD0 1FB201 0100	CL		127		
FB0-1FHE2AM-WT	FB0 1FH048 3300	CE			127	
FB0-1FHE2AM-WT	FB0 1FH048 3300	CL				127
Total			127	127	127	127

Règles de redistribution entre types de crédit :

(1) CL = crédit corrélatif (CE/CL)

(2) CE = AUT

**Art. 2.** Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, au Parlement flamand, à la Cour des Comptes et au Département des Finances et du Budget.

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 22 septembre 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement,  
H. CREVITS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205181]

**28 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux délégations de pouvoirs pour le Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets (SePAC) du Gouvernement wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, telle que modifiée;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 septembre 2014 relatif aux délégations de pouvoirs pour le Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets (SePAC) du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu la circulaire du Gouvernement wallon du 24 août 2017 fixant les procédures relatives au fonctionnement des Cabinets ministériels;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 septembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 septembre 2017;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « Service », le Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets ministériels tel que défini par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

**Art. 2.** Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

**Art. 3.** Les dispositions qui suivent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les délégations de pouvoirs en engagement sont suspendues dès que le montant des dépenses engagées en application du présent arrêté atteint 75 % des crédits prévus pour l'article de base concerné. La suspension peut être levée moyennant l'autorisation préalable de l'ordonnateur primaire.

L'alinéa 2 n'est toutefois pas applicable en matière de dépenses fixes.

**Art. 4.** Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de celles-ci, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de base des classes 12 et 74 du programme d'activité 03 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne :

- Secrétaire du Gouvernement 31.000 EUR;

- Directrice du Service 8.500 EUR.

**Art. 5.** Délégation est accordée à la Directrice du Service pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de base de la classe 11 des programmes d'activités 03 et 07 et l'article de base 01.01 du programme 03 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne.

**Art. 6.** Délégation est accordée à la Directrice du Service pour approuver et ordonnancer toute dépense relative aux rémunérations et allocations du personnel des Cabinets ministériels et des cellules du Gouvernement, engagée par l'ordonnateur primaire, à charge des crédits prévus :

- aux articles de base 11 et 12 des programmes 02.01, 02.02, 02.03, 02.04, 02.05, 02.06, 02.07;

- aux articles de base 11.03 et 11.05 du programme 09.06;

- à l'article de base 11.01 du programme 10.05;

- à l'article de base 11.01 du programme 12.09;

- à l'article de base 11.01 du programme 12.11;

- à l'article de base 11.02 du programme 12.02;

- à l'article de base 01.01 du programme 16.02;

- ainsi qu'à l'article de base 12.03 du programme 18.03 du titre I du budget général des dépenses de la Région wallonne.

**Art. 7.** En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de Service, les délégations dont elle est investie sont, à défaut de dispositions contraires, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'agent statutaire et titulaire d'un emploi le plus élevé en terme de responsabilité au sein du Service.

**Art. 8.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 4 septembre 2014 relatif aux délégations de pouvoirs pour le Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets (SePAC) du Gouvernement wallon est abrogé.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 29 juillet 2017.

**Art. 10.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 septembre 2017.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,  
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205181]

**28. SEPTEMBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Vollmachtserteilungen für das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC) der Wallonischen Regierung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. September 2014 über die Vollmachtserteilungen für das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC) der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Rundschreibens der Wallonischen Regierung vom 24. August 2017 zur Festlegung der Verfahren bezüglich der Arbeitsweise der ministeriellen Kabinette;

Aufgrund der am 25. September 2017 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. September 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Dienststelle" das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette, wie es durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung bestimmt ist.

**Art 2** - Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgaben und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

**Art 3** - Die nachstehenden Bestimmungen bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten die Befugnis entzogen wird, alle im vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

Unbeschadet vom ersten Absatz werden die Vollmachtserteilungen in Sachen Festlegung von Ausgabenverpflichtungen ausgesetzt, sobald der Betrag der in Anwendung des vorliegenden Erlasses festgelegten Ausgaben 75 % der für die betreffende Basiszuwendung vorgesehenen Mittel erreicht. Die Aussetzung kann mit dem vorherigen Einverständnis des ersten Anweisungsbefugten aufgehoben werden.

Der Absatz 2 findet jedoch keine Anwendung auf die festen Ausgaben.

**Art 4** - Den Inhabern der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe bis zu den neben diesen Ämtern angegebenen Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendungen der Klassen 12 und 74 des Tätigkeitsprogramms 03 des Organisationsbereichs 09 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist:

- Sekretär der Regierung 31.000 EUR;
- Direktorin der Dienststelle 8.500 EUR.

**Art 5** - Der Direktorin der Dienststelle wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 11 der Tätigkeitsprogramme 03 und 07 und die Basiszuwendung 01.01 des Programms 03 des Organisationsbereichs 01.01 des Organisationsbereichs des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

**Art 6** - Der Direktorin der Dienststelle wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe in Bezug auf die Besoldungen und Zulagen des Personals der ministeriellen Kabinette und der Zellen der Wallonischen Regierung zu genehmigen und anzuweisen, die vom ersten Anweisungsbefugten zu Lasten der in den folgenden Basiszuwendungen vorgesehenen Mittel eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist:

- in den Basiszuwendungen 11 und 12 der Programme 02.01, 02.02, 02.03, 02.04, 02.05, 02.06, 02.07;
- in den Basiszuwendungen 11.03 und 11.05 des Programms 09.06;
- in der Basiszuwendung 11.01 des Programms 10.05;
- in der Basiszuwendung 11.01 des Programms 12.09;
- in der Basiszuwendung 11.01 des Programms 12.11;
- in der Basiszuwendung 11.02 des Programms 12.02;
- in der Basiszuwendung 01.01 des Programms 16.02;
- sowie in der Basiszuwendung 12.03 des Programms 18.03 des Titels I des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region.

**Art 7** - Bei Abwesenheit oder Verhinderung der Direktorin der Dienststelle ergehen die Vollmachten, mit denen sie versehen ist, in Ermangelung anderslautender Bestimmungen während der Dauer ihrer Abwesenheit oder Verhinderung an den statutarischen Bediensteten einer Stelle, der die höchste Stelle in Sachen Verantwortlichkeit innerhalb des Dienstes innehat.

**Art 8** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. September 2014 über die Vollmachtserteilungen für das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC) der Wallonischen Regierung wird außer Kraft gesetzt.

**Art 9** - Der vorliegende Erlass wird am 29. Juli 2017 wirksam.

**Art 10** - Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. September 2017

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung  
A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,  
Beschäftigung und Ausbildung  
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen  
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion  
R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen  
V. DE BUE

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205181]

**28 SEPTEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de delegaties van bevoegdheden aan het "Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets (SePAC)" (Secretariaat hulpverlening intern beheer en controle kabinetten) van de Waalse Regering**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 januari 2014 betreffende de delegaties van bevoegdheden aan het "Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets (SePAC)" (Secretariaat hulpverlening intern beheer en controle kabinetten) van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Gelet op de omzendbrief van de Waalse Regering van 24 augustus 2017 tot vastlegging van de procedures betreffende de werking van de ministeriële kabinetten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 september 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 september 2017;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "Dienst" verstaan het "Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets ministeriels", zoals omschreven bij het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

**Art. 2.** De in dit besluit bedoelde bedragen dekken het geheel van de uitgave en luiden exclusief BTW.

**Art. 3.** De volgende bepalingen hebben niet als gevolg dat de primaire ordonnateur uit zijn bevoegdheid ontheven wordt om alle in dit besluit bedoelde uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Onverminderd het eerste lid, worden de bevoegdheidsdelegaties inzake vastlegging opgeschort zodra het bedrag van de overeenkomstig dit besluit vastgelegde uitgaven 75 % van de voor bedoelde basisartikel bestemde kredieten overschrijdt. De opschorting kan slechts met de voorafgaande toestemming van de primaire ordonnateur opgeheven worden.

Het tweede lid is evenwel niet toepasselijk inzake vaste uitgaven.

**Art. 4.** De titularissen van de volgende ambten worden tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties van de klassen 12 en 74 van het activiteitenprogramma 03 van organisatieafdeling 09 van de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

- Secretaris van de Regering 31.000 EUR;

- Directrice van de Dienst 8.500 EUR.

**Art. 5.** De directrice van de Dienst krijgt delegatie om elke uitgave toerekenbaar op de basisartikelen van klasse 11 van de activiteitenprogramma's 03 en 07 en basisartikel 01.01 van programma 03 van de organieke afdeling 09 van de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

**Art. 6.** De directrice van de Dienst krijgt delegatie om alle uitgaven betreffende de bezoldigingen en uitkeringen van het personeel van de ministeriële kabinetten en de Regeringscellen goed te keuren en betaalbaar te stellen die de primaire ordonnateur vastlegt ten laste van de kredieten die voorzien zijn op :

- de basisartikelen 11 en 12 van de programma's 02.01, 02.02, 02.03, 02.04, 02.05, 02.06, 02.07;
- de basisartikelen 11.03 en 11.05 van programma 09.06;
- basisartikel 11.01 van programma 10.05;
- basisartikel 11.01 van programma 12.09;
- basisartikel 11.01 van programma 12.11;
- basisartikel 11.02 van programma 12.02;
- basisartikel 01.01 van programma 16.02;

- alsook op basisartikel 12.03 van het programma 18.03 van titel I van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

**Art. 7.** Bij afwezigheid of verhindering van de directrice van de Dienst worden de delegaties waarmee zij bekleed is bij gebrek aan andersluidende bepalingen voor de duur van haar afwezigheid of verhindering toegekend aan het statutaire personeelslid van de Dienst dat het hoogste ambt inzake verantwoordelijkheid binnen de Dienst uitoefent.

**Art. 8.** Het besluit van de Waalse Regering van 4 januari 2014 betreffende de delegaties van bevoegdheden aan het "Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets ( SePAC)" (Secretariaat hulpverlening intern beheer en controle kabinetten) van de Waalse Regering wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking op 29 juli 2017.

**Art. 10.** De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 september 2017.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/13586]

#### Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 3 septembre 2017, Madame SINIGAGLIA Sandrina, attaché dans la classe A2, est promue dans la classe A3 au titre de conseiller auprès de la Direction générale Sécurité Civile du Service public fédéral Intérieur, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2017.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/13586]

#### Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 3 september 2017, wordt met ingang van 1 oktober 2017, Mevrouw SINIGAGLIA Sandrina, attaché in de klasse A2, bevorderd in de klasse A3, in de titel van adviseur bij de Algemene directie Civiele Veiligheid van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2017/31352]

#### Personnel. — Promotions à une classe supérieure

Par arrêté royal du 30 août 2017, M. Alain Piette, est promu par avancement à la classe supérieure dans la classe A2, au titre d'attaché, au Service public fédéral Mobilité et Transports dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1<sup>er</sup> février 2017.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2017/31352]

#### Personeel. — Bevorderingen naar hogere klasse

Bij koninklijk besluit van 30 augustus 2017 wordt de heer Alain Piette bevorderd door verhoging in klasse tot de klasse A2, met de titel van attaché bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 februari 2017.

Par arrêté royal du 30 août 2017, M. Christophe Pauwels, est promu par avancement à la classe supérieure dans la classe A2, au titre d'attaché, au Service public fédéral Mobilité et Transports dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1<sup>er</sup> février 2017.

Bij koninklijk besluit van 30 augustus 2017 wordt de heer Christophe Pauwels bevorderd door verhoging in klasse tot de klasse A2, met de titel van attaché bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 februari 2017.